

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 juni 2010.

ALBERT
Van Koningswege :
De Minister van Wetenschapsbeleid,
Mevr. S. LARUELLE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 juin 2010.

ALBERT
Par le Roi :
La Ministre de la Politique scientifique,
Mme S. LARUELLE

BIJLAGE 3/ANNEXE 3

| Conversietabel/Tableau de conversion Weddeschaal/Echelle de traitement | |
|---|--------|
| 1921 1923 (nuttige ervaring < jaar)/(expérience utile < ans) | SW10 * |
| 1921 1923 | SW11 * |
| 1924 | SW21 * |
| 1913 | SW21 * |
| 1914 | SW31 * |
| 1916 | SW31 * |
| 1917 | SW41 * |

* Weddeschaal zoals vermeld in bijlagen 1 of 2.

* Echelle de traitement telle que développée dans les annexes 1^{re} et 2.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 juni 2010.

ALBERT
Van Koningswege :
De Minister van Wetenschapsbeleid,
Mevr. S. LARUELLE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 juin 2010.

ALBERT
Par le Roi :
La Ministre de la Politique scientifique,
Mme S. LARUELLE

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2010 — 1846

[2010/202672]

Extrait de l'arrêt n° 35/2010 du 22 avril 2010

Numéro du rôle : 4728

En cause : le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 « relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination, entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle », et du décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 précité, introduit par la « Centrale nationale des employés » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée du président émérite P. Martens, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, et du président M. Bossuyt, et des juges A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goey, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite P. Martens,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 juin 2009 et parvenue au greffe le 22 juin 2009, un recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 « relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination, entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle », et du décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 précité (publiés au *Moniteur belge* du 19 décembre 2008, deuxième édition, et du 10 avril 2009, deuxième édition) a été introduit par la Centrale nationale des employés, dont le siège est établi à 1400 Nivelles, avenue Schuman 18, Raymond Coumont, demeurant à 6230 Buzet, chaussée de Nivelles 695, et Tony Demonte, demeurant à 5651 Thy-le-Château, Chemin des Meuniers 13.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les parties requérantes poursuivent l'annulation de plusieurs dispositions du décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 « relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle » ainsi que du décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 « modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle ».

B.1.2. Par ces décrets, le législateur décrétoal wallon vise à transposer des directives européennes en matière de lutte contre la discrimination. Il a également pour objectif de créer un cadre général pour lutter contre la discrimination fondée sur la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale ainsi que contre la discrimination basée sur le sexe et les critères apparentés en matière d'orientation professionnelle, d'insertion socioprofessionnelle, de placement des travailleurs, d'octroi d'aides à la promotion de l'emploi, d'octroi d'aides et de primes à l'emploi ainsi que d'incitants financiers aux entreprises et de formation professionnelle, y compris la validation des compétences.

Quant à la recevabilité du recours

B.2.1. Le recours est introduit par une organisation syndicale et deux personnes physiques.

B.2.2. Les organisations syndicales qui sont des associations de fait n'ont pas, en principe, la capacité requise pour introduire un recours en annulation auprès de la Cour. Il en va toutefois autrement lorsqu'elles agissent dans des matières pour lesquelles elles sont légalement reconnues comme formant des entités juridiques distinctes et que, alors qu'elles sont légalement associées en tant que telles au fonctionnement des services publics, les conditions mêmes de leur association à ce fonctionnement sont en cause.

B.2.3. L'article 31 du décret attaqué dispose que « peuvent ester en justice dans les litiges auxquels l'application du présent décret donnerait lieu, lorsqu'un préjudice est porté aux fins statutaires qu'elles se sont donné pour mission de poursuivre », notamment « les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, visées à l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ». Les organisations syndicales concernées disposent ainsi d'une action attitrée leur permettant de combattre les violations du décret et sont par là spécialement chargées par le législateur décrétoal d'une mission de lutte contre les discriminations dans leur domaine d'intervention spécifique. Elles sont dès lors reconnues par le décret et pour l'application de celui-ci comme formant des entités juridiques distinctes.

Même s'il ne s'agit pas du fonctionnement d'un service public au sens strict du terme, la lutte contre les discriminations est une mission d'intérêt général à laquelle le législateur décrétoal accorde une particulière importance, et à laquelle il a associé plusieurs organismes et associations qui relèvent de l'initiative privée. En outre, en leur permettant d'estimer en justice, le législateur décrétoal associe les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs au service public de la justice.

B.2.4. La capacité d'estimer en justice attribuée aux organisations représentatives de travailleurs pour l'application du décret attaqué, par laquelle le législateur décrétoal les associe directement à la mise en œuvre de la politique de lutte contre les discriminations en matière d'emploi et de travail, implique en conséquence qu'elles puissent contester les limites dans lesquelles sont contenues les prérogatives utiles à l'exercice de cette participation.

B.2.5. L'organisation syndicale requérante critique les dispositions qu'elle attaque principalement en ce qu'elles ne lui permettraient pas de lutter efficacement contre les discriminations fondées sur la conviction ou l'appartenance syndicale et en ce qu'elles n'offriraient pas une protection complète contre toutes les discriminations constatées dans le monde du travail. Elle soutient dès lors que les dispositions attaquées ont pour effet de limiter l'efficacité de son association à la mise en œuvre de la politique de lutte contre les discriminations et de l'empêcher d'accomplir correctement la mission d'intérêt général qui lui est confiée par le législateur. Dans cette mesure, il peut être admis que l'organisation représentative de travailleurs requérante doit être assimilée à une personne pour l'application de l'article 2, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.3. Le recours introduit par l'organisation représentative des travailleurs étant recevable, il n'y a pas lieu d'examiner en outre s'il est recevable en ce qu'il est également introduit par les personnes physiques qui invoquent leur qualité d'employés et de représentants de cette organisation syndicale.

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.4.1. Les parties requérantes contestent, dans leur premier moyen, l'absence « de l'affiliation à une organisation représentative de travailleurs, de la conviction syndicale et de l'activité syndicale » de la liste des motifs de discrimination.

B.4.2. L'affiliation ou l'appartenance à une organisation syndicale et l'activité menée dans le cadre d'une telle organisation doivent être considérées comme des manifestations de l'opinion syndicale de la personne concernée. La victime d'une discrimination fondée sur son affiliation, son appartenance ou son activité syndicales est dès lors également victime d'une discrimination fondée sur ses convictions en matière syndicale, de sorte que les trois motifs de discrimination cités sont compris dans celui de la conviction syndicale.

Dans l'arrêt n° 64/2009 du 2 avril 2009, la Cour, statuant sur un grief similaire relatif à la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, a jugé que le législateur, en n'inscrivant pas, parmi les motifs de discrimination, celui de la conviction syndicale, a traité différemment, sans justification raisonnable, les victimes d'une discrimination fondée sur ce motif et les victimes d'une discrimination fondée sur l'un des motifs énumérés par l'article 4, 4°, de la loi précitée.

B.4.3. Pour les mêmes motifs que ceux mentionnés dans l'arrêt n° 64/2009, le premier moyen est fondé. Il convient d'annuler les articles 3, 1°, et 4, 5°, du décret du 6 novembre 2008 précité et l'article 3, b), du décret du 19 mars 2009 précité, mais uniquement en ce que la conviction syndicale ne figure pas sur la liste des motifs de discrimination.

B.4.4. La lacune étant située dans les textes soumis à la Cour et l'annulation étant exprimée de façon suffisamment précise et complète, il découle de cette annulation que dans l'attente d'une intervention du législateur décrétoal, il appartient aux juges saisis de demandes civiles relatives à une discrimination fondée sur la conviction syndicale d'appliquer les dispositions partiellement annulées, dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution.

En revanche, le principe de légalité en matière pénale, selon lequel nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, interdit qu'en l'absence d'une intervention du législateur décrétoal, les juridictions pénales comblent la lacune.

En ce qui concerne la première branche du second moyen

B.5.1. La première branche du second moyen vise l'article 6 du décret du 6 novembre 2008 précité, qui dispose : « Les personnes qui ne sont pas visées à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail peuvent recourir aux dispositions du présent décret ».

L'article 2, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1996 dispose :

« § 1^{er}. La présente loi est applicable aux employeurs et aux travailleurs.

Pour l'application de la présente loi sont assimilés :

1° aux travailleurs :

a) les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;

- b) les personnes qui suivent une formation professionnelle dont le programme de formation prévoit une forme de travail qui est effectué ou non dans l'établissement de formation;
 - c) les personnes liées par un contrat d'apprentissage;
 - d) les stagiaires;
 - e) les élèves et les étudiants qui suivent des études pour lesquelles le programme d'étude prévoit une forme de travail qui est effectué dans l'établissement d'enseignement;
- 2° aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1° ».

B.5.2. Les parties requérantes observent que l'article 6 du décret attaqué, en renvoyant à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, ne concerne que les personnes assimilées aux travailleurs, et non les travailleurs eux-mêmes, ce qui créerait une différence de traitement injustifiée entre ces deux catégories de personnes.

B.5.3. L'exposé des motifs indique que le législateur décréto a entendu exclure que le champ d'application du décret attaqué et celui de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs dans l'exécution de leur travail puissent se chevaucher :

« La problématique du harcèlement et du harcèlement sexuel a fait l'objet, sur le lieu de travail, d'une approche spécifique au niveau fédéral sous l'angle du bien-être au travail. Elle est régie par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et par l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être lors de l'exécution [du] travail » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2008-2009, n° 842/1bis, p. 11).

B.5.4. La loi du 4 août 1996 est applicable aux travailleurs, ainsi qu'aux personnes qui sont, en vertu de son article 2, § 1^{er}, 1^o, assimilées aux travailleurs. Le Gouvernement wallon fait observer que le législateur décréto a entendu viser, dans l'article 6 attaqué, l'ensemble des personnes à qui la loi du 4 août 1996 est applicable, et pas uniquement les personnes assimilées aux travailleurs, et il propose d'interpréter en ce sens la disposition attaquée.

B.5.5. Il y a toutefois lieu de mettre fin à la différence de traitement injustifiée décrite en B.5.2 en annulant la mention « 1^o » dans l'article 6 du décret attaqué, de telle sorte que le renvoi qui est fait à « l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1996 » vise à la fois les travailleurs et les personnes qui leur sont assimilées.

B.5.6. Dans leur mémoire en réponse, les requérants estiment que l'interprétation proposée par le Gouvernement wallon qui aboutit au même résultat que l'annulation visée en B.5.5 crée une discrimination manifeste entre les victimes de harcèlement hors des lieux de travail, qui sont protégées par le décret attaqué, et les victimes de harcèlement sur les lieux de travail, qui ne peuvent pas y recourir.

Cette différence de traitement ne provient ni de l'interprétation suggérée par le Gouvernement wallon, ni de l'annulation visée en B.5.5. Elle découle du texte même de l'article 6 du décret attaqué, qui exclut de son champ d'application les personnes victimes de harcèlement dans l'exécution de leur contrat de travail.

Un grief qui est formulé dans un mémoire en réponse mais qui diffère de celui qui est énoncé dans la requête constitue un moyen nouveau et n'est pas recevable.

En ce qui concerne la seconde branche du second moyen

B.6.1. La seconde branche du second moyen des parties requérantes concerne les articles 4, 2^o, et 17 du décret du 6 novembre 2008 précité. En vertu de l'article 4, 2^o, doivent être considérés comme des dispositions, au sens du décret attaqué, « les actes administratifs, les clauses figurant dans des conventions individuelles ou collectives et des règlements collectifs, ainsi que les clauses figurant dans des documents établis de manière unilatérale ». Sur la base de l'article 17, les dispositions visées à l'article 4, 2^o, qui sont contraires au décret, ainsi que les clauses contractuelles qui prévoient qu'un ou plusieurs contractants renoncent par avance aux droits garantis par le décret sont nulles.

Selon les parties requérantes, ces dispositions violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que les actes juridiques unilatéraux qui ne figurent pas dans « des documents » ne pourraient être déclarés nuls sur la base de l'article 17 et que la sanction de nullité ne pourrait trouver à s'appliquer en cas de renonciation formulée au moment de la discrimination ou après celle-ci.

B.6.2. Dans son arrêt n° 64/2009, la Cour, statuant sur un grief similaire relatif à la loi précitée du 10 mai 2007, a jugé que les actes unilatéraux ou conventions non écrits sont, comme les mêmes actes quand ils font l'objet d'un écrit, entièrement soumis aux dispositions de la loi précitée, et que leurs auteurs sont passibles des sanctions qu'elle prévoit s'ils ont commis une discrimination au sens de celle-ci, de sorte que la victime d'un refus d'embauche ou d'un licenciement discriminatoire signifiés oralement n'est pas traitée différemment de la victime d'un refus d'embauche ou d'un licenciement discriminatoires signifiés par écrit.

Dès lors qu'il s'agit de dispositions d'ordre public, la Cour a toutefois jugé, dans le même arrêt, qu'il n'était pas justifié de limiter la nullité des clauses qui prévoient qu'une des parties renonce aux droits garantis par la loi à celles qui sont antérieures à la discrimination constatée et d'exclure de cette nullité les clauses par lesquelles une partie renoncerait à la protection de la loi concomitamment ou postérieurement à la discrimination.

B.6.3. Afin de prévenir toute insécurité juridique, il convient d'annuler les mots « par avance » dans l'article 17 du décret attaqué, de sorte que la nullité qu'il prévoit s'applique à toute renonciation aux droits garantis par le décret, quel que soit le moment où cette renonciation intervient.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 3, 1^o, et 4, 5^o, du décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 « relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination, entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle », mais uniquement en ce que la conviction syndicale ne figure pas sur la liste des motifs de discrimination;

- annule à l'article 6 du même décret la mention « 1^o, »;

- annule à l'article 17 du même décret les mots « par avance »;

- annule l'article 3, b), du décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 « modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle », mais uniquement en ce que la conviction syndicale ne figure pas sur la liste des motifs de discrimination;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 22 avril 2010.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

P. Martens.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2010 — 1846

[2010/202672]

Uittreksel uit arrest nr. 35/2010 van 22 april 2010

Rolnummer 4728

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 « ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding », en van het decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 tot wijziging, wat het toepassingsgebied betreft, van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008, ingesteld door de « Centrale nationale des employés » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit emeritus voorzitter P. Martens, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, en voorzitter M. Bossuyt, en de rechters A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 juni 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 juni 2009, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 « ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding », en van het decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 tot wijziging, wat het toepassingsgebied betreft, van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 2008, tweede editie, en van 10 april 2009, tweede editie) door de « Centrale nationale des employés », met zetel te 1400 Nijvel, avenue Schuman 18, Raymond Coumont, wonende te 6230 Buzet, chaussée de Nivelles 695, en Tony Demonte, wonende te 5651 Thy-le-Château, Chemin des Meuniers 13.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van verschillende bepalingen van het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 « ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding », alsook van het decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 « tot wijziging, wat het toepassingsgebied betreft, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding ».

B.1.2. Bij die decreten beoogt de Waalse decreetgever Europese richtlijnen inzake de bestrijding van discriminatie om te zetten. Hij heeft eveneens tot doel een algemeen kader te creëren voor de bestrijding van discriminatie op grond van nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst, alsook van discriminatie op grond van het geslacht en de verwante criteria inzake beroepsrichting, sociaaleconomische inschakeling, arbeidsbemiddeling, toekenning van tegemoetkomingen ter bevordering van de tewerkstelling, toekenning van tegemoetkomingen en premies voor tewerkstelling alsmede van financiële prikkels voor ondernemingen, en beroepsopleiding, met inbegrip van de validatie van bekwaamheden.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.2.1. Het beroep is ingediend door een vakorganisatie en twee natuurlijke personen.

B.2.2. De vakorganisaties die feitelijke verenigingen zijn, hebben in beginsel niet de vereiste bekwaamheid om bij het Hof een beroep tot vernietiging in te stellen. Anders is het wanneer zij optreden in aangelegenheden waarvoor zij wettelijk als afzonderlijke entiteiten worden erkend en wanneer, terwijl zij wettelijk als dusdanig zijn betrokken bij de werking van overheidsdiensten, de voorwaarden zelf voor hun betrokkenheid bij die werking in het geding zijn.

B.2.3. Artikel 31 van het bestreden decreet bepaalt dat met name « de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, bedoeld bij artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en paritaire comités », « wanneer afbreuk wordt gedaan aan de statutaire opdrachten die ze zich tot doel hebben gesteld, [...] in rechte [kunnen] optreden in de rechtsgeschillen waartoe de toepassing van dit decreet aanleiding kan geven ». De betrokken vakorganisaties beschikken op die manier over een erkende vordering waardoor zij de schending van het decreet kunnen bestrijden, en zijn aldus door de decreetgever in het bijzonder ermee belast discriminaties op hun specifiek werkterrein te bestrijden. Zij zijn derhalve door het decreet en voor de toepassing ervan erkend als afzonderlijke juridische entiteiten.

Ook al betreft het niet de werking van een overheidsdienst in de strikte zin, toch is de bestrijding van discriminatie een opdracht van algemeen belang waaraan de decreetgever bijzondere waarde hecht, en waarbij hij verschillende organen en verenigingen heeft betrokken die onder het privé-initiatief vallen. Door het hun mogelijk te maken in rechte te treden, betreft de decreetgever bovendien de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties bij de openbare dienst van het gerecht.

B.2.4. De aan de representatieve werknemersorganisaties toegekende bekwaamheid om, voor de toepassing van het bestreden decreet, in rechte te treden, waarmee de decreetgever hen rechtstreeks betreft bij de uitvoering van het beleid ter bestrijding van discriminatie inzake tewerkstelling en arbeid, houdt bijgevolg in dat zij de grenzen kunnen betwisten waarbinnen de prerogatieven die nuttig zijn voor de uitoefening van die deelname, zijn gesitueerd.

B.2.5. De verzoekende vakorganisatie bekritiseert de bepalingen die zij bestrijdt in hoofdzaak in zoverre die haar beletten om discriminaties op grond van syndicale overtuiging of van lidmaatschap van een vakorganisatie doeltreffend te bestrijden en in zoverre zij haar geen volwaardige bescherming zouden bieden tegen alle in de arbeidswereld vastgestelde discriminaties. Zij voert derhalve aan dat de bestreden bepalingen tot gevolg hebben dat de doeltreffendheid van haar betrokkenheid bij de uitvoering van het beleid inzake de bestrijding van discriminatie wordt beperkt en dat haar wordt belet de opdracht van openbaar belang die de decreetgever haar heeft toevertrouwd, correct te vervullen. In die mate kan worden aangenomen dat de verzoekende representatieve werknemersorganisatie moet worden gelijkgesteld met een persoon voor de toepassing van artikel 2, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.3. Aangezien het door de representatieve werknemersorganisatie ingediende beroep ontvankelijk is, dient verder niet te worden nagegaan of het ontvankelijk is in zoverre het eveneens is ingesteld door de natuurlijke personen die hun hoedanigheid van bediende en van vertegenwoordiger van die vakorganisatie aanvoeren.

Ten gronde

Met betrekking tot het eerste middel

B.4.1. De verzoekende partijen betwisten, in hun eerste middel, het ontbreken van « het lidmaatschap van een representatieve werknemersorganisatie, de syndicale overtuiging en syndicale activiteit » in de lijst van discriminatiegronden.

B.4.2. Het lidmaatschap van of het behoren tot een vakorganisatie en de activiteit die in het kader van een dergelijke organisatie wordt gevoerd, moeten worden beschouwd als uitingen van de syndicale mening van de betrokken persoon. Het slachtoffer van een discriminatie op grond van zijn lidmaatschap van een vakorganisatie, van het feit dat hij daartoe behoort of van zijn syndicale activiteit is derhalve eveneens het slachtoffer van een discriminatie op grond van zijn syndicale overtuiging, zodat de drie aangehaalde discriminatiegronden vervat zijn in die van de syndicale overtuiging.

In zijn arrest nr. 64/2009 van 2 april 2009 heeft het Hof, uitspraak doende over een soortgelijke grief met betrekking tot de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, geoordeeld dat de wetgever, door onder de opgesomde discriminatiegronden niet de grond van de syndicale overtuiging op te nemen, de slachtoffers van discriminatie op basis van die grond en de slachtoffers van discriminatie op basis van een van de gronden opgesomd in artikel 4, 4°, van de voormelde wet zonder redelijke verantwoording verschillend heeft behandeld.

B.4.3. Om dezelfde redenen als die welke zijn vermeld in het arrest nr. 64/2009 is het eerste middel gegrond. De artikelen 3, 1°, en 4, 5°, van het voormelde decreet van 6 november 2008 en artikel 3, b), van het voormelde decreet van 19 maart 2009 dienen te worden vernietigd, doch alleen in zoverre de syndicale overtuiging niet in de lijst van discriminatiegronden is opgenomen.

B.4.4. Daar de lacune is gesitueerd in de aan het Hof voorgelegde teksten en de vernietiging op voldoende nauwkeurige en volledige wijze is uitgedrukt, vloeit uit die vernietiging voort dat het, in afwachting van een optreden van de decreetgever, aan de rechters bij wie burgerlijke vorderingen met betrekking tot een discriminatie op grond van de syndicale overtuiging zijn ingediend, staat om de gedeeltelijk vernietigde bepalingen toe te passen met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken, volgens hetwelk niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt, verbiedt daarentegen de strafzaken, bij ontstentenis van een optreden van de decreetgever, de lacune op te vullen.

Met betrekking tot het eerste onderdeel van het tweede middel

B.5.1. Het eerste onderdeel van het tweede middel heeft betrekking op artikel 6 van het voormelde decreet van 6 november 2008, dat bepaalt :

« De personen die niet bedoeld zijn in artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun arbeid kunnen zich beroepen op de bepalingen van dit decreet ».

Artikel 2, § 1, van de wet van 4 augustus 1996 bepaalt :

« § 1. Deze wet is toepasselijk op de werkgevers en de werknemers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld met :

1° werknemers :

- a) de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;
- b) de personen die een beroepsopleiding volgen waarvan het studieprogramma voorziet in een vorm van arbeid die al dan niet in de opleidingsinstelling wordt verricht;
- c) de personen verbonden door een leerovereenkomst;
- d) de stagiairs;
- e) de leerlingen en studenten die een studierichting volgen waarvan het opleidingsprogramma voorziet in een vorm van arbeid die in de onderwijsinstelling wordt verricht;

2° werkgevers : de personen die de onder 1° genoemde personen tewerkstellen ».

B.5.2. De verzoekende partijen merken op dat artikel 6 van het bestreden decreet, door te verwijzen naar artikel 2, § 1, 1°, alleen betrekking heeft op de met werknemers gelijkgestelde personen en niet op de werknemers zelf, hetgeen een onverantwoord verschil in behandeling tot stand zou brengen tussen die twee categorieën van personen.

B.5.3. In de memorie van toelichting wordt aangegeven dat de decreetgever heeft willen uitsluiten dat het toepassingsgebied van het bestreden decreet en dat van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, elkaar konden overlappen :

« De problematiek van de intimidatie en de seksuele intimidatie, op het werk, heeft het voorwerp uitgemaakt van een specifieke aanpak op federaal niveau vanuit de invalshoek van het welzijn op het werk. Zij wordt geregeld bij de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2008-2009, nr. 842/1bis, p. 11).

B.5.4. De wet van 4 augustus 1996 is van toepassing op de werknemers, alsook op de personen die, op grond van artikel 2, § 1, 1°, ervan, zijn gelijkgesteld met werknemers. De Waalse Regering merkt op dat de decreetgever in het bestreden artikel 6 alle personen heeft willen beogen op wie de wet van 4 augustus 1996 van toepassing is en niet uitsluitend de met werknemers gelijkgestelde personen, en zij stelt voor de bestreden bepaling in die zin te interpreteren.

B.5.5. Om een einde te maken aan het in B.5.2 omschreven onverantwoord verschil in behandeling, dient de vermelding « 1°, » in artikel 6 van het bestreden decreet te worden vernietigd, zodat de verwijzing naar « artikel 2, § 1, van de wet van 4 augustus 1996 » zowel de werknemers als de met hen gelijkgestelde personen beoogt.

B.5.6. In hun memorie van antwoord voeren de verzoekers nog aan dat de door de Waalse Regering voorgestelde interpretatie, die tot hetzelfde resultaat leidt als de in B.5.5 beoogde vernietiging, een duidelijke discriminatie tot stand brengt tussen de slachtoffers van « intimidatie » buiten het werk, die de bescherming van het bestreden decreet genieten, en de slachtoffers van « intimidatie » op het werk, die deze niet genieten.

Dat verschil in behandeling vloeit niet voort uit de door de Waalse Regering voorgestelde interpretatie, noch uit de in B.5.5 beoogde vernietiging. Het vloeit voort uit de tekst zelf van artikel 6 van het bestreden decreet, dat de slachtoffers van « intimidatie » bij de uitvoering van hun arbeidsovereenkomst van zijn toepassingsgebied uitsluit.

Een bezwaar dat in een memorie van antwoord wordt aangebracht maar dat verschilt van datgene dat in het verzoekschrift is geformuleerd, is dan ook een nieuw middel en is onontvankelijk.

Met betrekking tot het tweede onderdeel van het tweede middel

B.6.1. Het tweede onderdeel van het tweede middel van de verzoekende partijen heeft betrekking op de artikelen 4, 2°, en 17 van het voormelde decreet van 6 november 2008. Krachtens artikel 4, 2°, dienen « de bestuursrechtelijke bepalingen, de clausules opgenomen in individuele of collectieve overeenkomsten en collectieve reglementen, evenals de bepalingen opgenomen in eenzijdig uitgevaardigde documenten » als bepalingen in de zin van het bestreden decreet te worden beschouwd. Op grond van artikel 17 zijn « de in artikel 4, 2°, bedoelde bepalingen die strijdig zijn met dit decreet alsook de bedingen die bepalen dat één of meer contracterende partijen bij voorbaat afzien van de rechten die bij dit decreet gewaarborgd worden », nietig.

Volgens de verzoekende partijen schenden die bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet omdat eenzijdige rechtshandelingen die niet in « documenten » voorkomen, niet op grond van artikel 17 nietig zouden kunnen worden verklaard en omdat de nietigheidssanctie geen toepassing zou kunnen vinden in geval van een verzaking op het ogenblik van of na de discriminatie.

B.6.2. In zijn arrest nr. 64/2009 heeft het Hof, uitspraak doende over een soortgelijke grief met betrekking tot de voormelde wet van 10 mei 2007, geoordeeld dat de niet-schriftelijke eenzijdige handelingen of niet-schriftelijke overeenkomsten, zoals dezelfde handelingen wanneer zij in een geschrift zijn opgenomen, volledig zijn onderworpen aan de bepalingen van de voormelde wet, en dat aan de auteurs ervan de sancties kunnen worden opgelegd waarin zij voorziet indien zij zich aan een discriminatie in de zin van die wet schuldig hebben gemaakt, zodat het slachtoffer van een discriminerende weigering tot aanwerving of van een discriminerend ontslag die mondeling worden meegegeeld, niet anders wordt behandeld dan het slachtoffer van een discriminerende weigering tot aanwerving of van een discriminerend ontslag die schriftelijk worden meegegeeld.

Aangezien het bepalingen van openbare orde betreft, heeft het Hof het in hetzelfde arrest evenwel niet verantwoord geacht de nietigheid van bedingen waarmee een van de partijen afziet van de bij de wet gewaarborgde rechten, te beperken tot die vóór de vastgestelde discriminatie, en van die nietigheid de bedingen uit te sluiten waarmee een partij gelijktijdig met of na de discriminatie zou afzien van de bescherming van de wet.

B.6.3. Teneinde elke rechtsonzekerheid te voorkomen, dienen in artikel 17 van het bestreden decreet de woorden « bij voorbaat » te worden vernietigd, zodat de nietigheid waarin het voorziet van toepassing is op elke afstand van de bij het decreet gewaarborgde rechten, ongeacht het ogenblik waarop dat gebeurt.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt de artikelen 3, 1°, en 4, 5°, van het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 « ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding », maar enkel in zoverre de syndicale overtuiging niet in de lijst van discriminatiegronden is opgenomen;

- vernietigt in artikel 6 van hetzelfde decreet de vermelding « 1°, »;

- vernietigt, in artikel 17 van hetzelfde decreet, de woorden « bij voorbaat »;

- vernietigt artikel 3, b), van het decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 « tot wijziging, wat het toepassingsgebied betreft, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding », maar enkel in zoverre de syndicale overtuiging niet in de lijst van discriminatiegronden is opgenomen;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 22 april 2010.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
P. Martens.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2010 — 1846

[2010/202672]

Auszug aus dem Urteil Nr. 35/2010 vom 22. April 2010

Geschäftsverzeichnisnummer 4728

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008 «zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Bereich der Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung» sowie des Dekrets der Wallonischen Region vom 19. März 2009 zur Abänderung - hinsichtlich des Anwendungsbereichs - des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008, erhoben von der «Centrale nationale des employés» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem emeritierten Vorsitzenden P. Martens gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, und dem Vorsitzenden M. Bossuyt, und den Richtern A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goey, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Vorsitzenden P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. Juni 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. Juni 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008 «zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Bereich der Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung» sowie des Dekrets der Wallonischen Region vom 19. März 2009 zur Abänderung - hinsichtlich des Anwendungsbereichs - des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Dezember 2008, zweite Ausgabe, bzw. vom 10. April 2009, zweite Ausgabe): die «Centrale nationale des employés», mit Sitz in 1400 Nivelles, avenue Schuman 18, Raymond Coumont, wohnhaft in 6230 Buzet, chaussée de Nivelles 695, und Tony Demonte, wohnhaft in 5651 Thy-le-Château, Chemin des Meuniers 13.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung verschiedener Bestimmungen des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008 «zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Bereich der Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung» sowie des Dekrets der Wallonischen Region vom 19. März 2009 «zur Abänderung - hinsichtlich des Anwendungsbereichs - des Dekrets vom 6. November 2008 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Bereich der Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung».

B.1.2. Mit diesen Dekreten bezweckt der wallonische Dekretgeber die Umsetzung europäischer Richtlinien zur Bekämpfung der Diskriminierung. Er bezweckt ebenfalls die Schaffung eines allgemeinen Rahmens zur Bekämpfung von Diskriminierung aufgrund der Staatsangehörigkeit, der sogenannten Rasse, der Hautfarbe, der Abstammung, der nationalen oder ethnischen Herkunft, des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Zivilstandes, der Geburt, des Vermögens, des Glaubens oder der Weltanschauung, der politischen Überzeugung, der Sprache, des aktuellen oder zukünftigen Gesundheitszustands, einer Behinderung, einer körperlichen oder genetischen Eigenschaft oder der sozialen Herkunft, sowie von Diskriminierung aufgrund des Geschlechts und der damit zusammenhängenden Kriterien in Bezug auf Berufsorientierung, sozialberufliche Eingliederung, Arbeitsvermittlung, Gewährung von Beihilfen zur Förderung der Beschäftigung, Gewährung von Beschäftigungsbeihilfen und -prämien sowie von finanziellen Anreizen für Unternehmen, sowie Berufsausbildung, einschließlich der Akkreditierung von Kompetenzen.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.2.1. Die Klagen wurde durch eine Gewerkschaftsorganisation und zwei natürliche Personen eingereicht.

B.2.2. Die Gewerkschaftsorganisationen, die faktische Vereinigungen sind, verfügen im Prinzip nicht über die erforderliche Fähigkeit, eine Klage auf Nichtigerklärung beim Hof einzureichen. Anders verhält es sich, wenn sie in Angelegenheiten auftreten, für welche sie gesetzmäßig als getrenntes Rechtsgebilde anerkannt sind, und wenn, während sie gesetzmäßig als solche am Funktionieren öffentlicher Dienste beteiligt sind, gerade die Voraussetzungen für ihre Beteiligung an diesem Funktionieren in Frage gestellt werden.

B.2.3. Artikel 31 des angefochtenen Dekrets bestimmt, dass insbesondere «die repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 5. Dezember 1968 über die kollektiven Arbeitsabkommen und die paritätischen Kommissionen» «vor Gericht auftreten können in den Rechtsstreitfällen, zu denen die Anwendung des vorliegenden Dekrets Anlass geben kann, wenn gegen den statutarischen Auftrag verstoßen wird, den sie sich zum Ziel gesetzt haben». Die betroffenen Gewerkschaftsorganisationen verfügen somit über eine anerkannte Klagemöglichkeit, die es ihnen ermöglicht, Verstöße gegen das Dekret zu bekämpfen, und sie sind folglich durch den Dekretgeber speziell mit einer Aufgabe der Bekämpfung von Diskriminierung in ihrem spezifischen Tätigkeitsbereich beauftragt. Sie sind folglich gesetzlich anerkannt und gelten zur Anwendung des Dekrets als getrennte Rechtsgebilde.

Selbst wenn es sich nicht um das Funktionieren eines öffentlichen Dienstes im engeren Sinne handelt, ist die Bekämpfung von Diskriminierung eine Aufgabe allgemeinen Interesses, der der Dekretgeber eine besondere Bedeutung beimisst und an der er mehrere Einrichtungen und Vereinigungen beteiligt hat, die zum Bereich der Privatinitiative gehören. Außerdem beteiligt der Dekretgeber die repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen am öffentlichen Dienst der Justiz, indem er es ihnen ermöglicht, vor Gericht aufzutreten.

B.2.4. Die Fähigkeit, vor Gericht aufzutreten, die den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen zur Anwendung des angefochtenen Dekrets erteilt wurde und mit der der Dekretgeber sie unmittelbar an der Durchführung der Politik zur Bekämpfung von Diskriminierung im Bereich der Beschäftigung und Arbeit beteiligt, setzt folglich voraus, dass sie die Grenzen anfechten können, in denen die sachdienlichen Vorrechte zur Ausübung dieser Beteiligung eingeschlossen sind.

B.2.5. Die klagende Gewerkschaftsorganisation bemängelt die von ihr angefochtenen Bestimmungen hauptsächlich, insofern sie es ihr nicht ermöglichen, wirksam Diskriminierungen auf der Grundlage der gewerkschaftlichen Überzeugung oder Zugehörigkeit zu bekämpfen und insofern sie keinen vollständigen Schutz gegen alle im Arbeitsbereich festgestellten Diskriminierungen böten. Daher führt sie an, die angefochtenen Bestimmungen hätten zur Folge, dass die Effizienz ihrer Beteiligung an der Durchführung der Politik zur Bekämpfung von Diskriminierung begrenzt werde und dass sie daran gehindert werde, die ihr durch den Dekretgeber erteilte Aufgabe allgemeinen Interesses korrekt zu erfüllen. Insofern kann davon ausgegangen werden, dass die klagende repräsentative Arbeitnehmerorganisation zur Anwendung von Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 einer Person gleichzustellen ist.

B.3. Da die durch die repräsentative Arbeitnehmerorganisation eingereichte Klage zulässig ist, braucht nicht außerdem geprüft zu werden, ob sie zulässig ist, insofern sie ebenfalls durch natürliche Personen eingereicht wurde, die ihre Eigenschaft als Angestellte und als Vertreter dieser Gewerkschaftsorganisation anführen.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.4.1. Die klagenden Parteien bemängeln in ihrem ersten Klagegrund das Fehlen «der Mitgliedschaft einer repräsentativen Arbeitnehmerorganisation, der gewerkschaftlichen Überzeugung und der gewerkschaftlichen Tätigkeit» in der Liste der Diskriminierungsgründe.

B.4.2. Die Mitgliedschaft in oder die Zugehörigkeit zu einer Gewerkschaftsorganisation und die im Rahmen einer solchen Organisation ausgeübte Tätigkeit sind als Äußerungen der gewerkschaftlichen Meinung der betreffenden Person anzusehen. Das Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage seiner Mitgliedschaft in oder seiner Zugehörigkeit zu einer Gewerkschaftsorganisation oder seiner gewerkschaftlichen Tätigkeit ist somit ebenfalls Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage seiner gewerkschaftlichen Überzeugung, so dass die drei angeführten Diskriminierungsgründe in demjenigen der gewerkschaftlichen Überzeugung enthalten sind.

In seinem Urteil Nr. 64/2009 vom 2. April 2009 erkannte der Hof, indem er über eine ähnliche Beschwerde in Bezug auf das Gesetz vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung befand, dass der Gesetzgeber dadurch, dass er in die aufgeführten Diskriminierungsgründe nicht diejenigen der gewerkschaftlichen Überzeugung aufgenommen hat, die Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage dieses Grundes und die Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage eines der in Artikel 4 Nr. 4 des vorerwähnten Gesetzes angeführten Gründe ohne vernünftige Rechtfertigung unterschiedlich behandelt hat.

B.4.3. Aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die im Urteil Nr. 64/2009 erwähnt wurden, ist der erste Klagegrund begründet. Die Artikel 3 Nr. 1 und 4 Nr. 5 des vorerwähnten Dekrets vom 6. November 2008 und Artikel 3 Buchstabe b) des vorerwähnten Dekrets vom 19. März 2009 sind für nichtig zu erklären, jedoch nur insofern, als die gewerkschaftliche Überzeugung nicht in die Liste der Diskriminierungsgründe aufgenommen wurde.

B.4.4. Da die Lücke in den Texten enthalten ist, die dem Hof unterbreitet wurden, und die Nichtigerklärung ausreichend präzise und vollständig formuliert ist, ergibt sich aus dieser Nichtigerklärung, dass es den Richtern, bei denen Zivilklagen in Bezug auf eine Diskriminierung auf der Grundlage der gewerkschaftlichen Überzeugung eingereicht werden, in Erwartung eines Auftretens des Dekretgebers obliegt, die teilweise für nichtig erklärten Bestimmungen unter Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung anzuwenden.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen, wonach eine Person nur in den gesetzlich vorgesehenen Fällen bestraft werden kann, verbietet es hingegen, dass die Strafgerichte in Ermangelung eines Auftretens des Dekretgebers die Lücke füllen.

In Bezug auf den ersten Teil des zweiten Klagegrunds

B.5.1. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds bezieht sich auf Artikel 6 des vorerwähnten Dekrets vom 6. November 2008, der bestimmt:

«Personen, die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 2 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit fallen, können sich auf die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets berufen».

Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 bestimmt:

«§ 1. Das vorliegende Gesetz ist auf Arbeitgeber und Arbeitnehmer anwendbar.

Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes

1. werden Arbeitnehmern gleichgestellt:

a) Personen, die anders als aufgrund eines Arbeitsvertrags Arbeitsleistungen unter der Leitung einer anderen Person erbringen,

b) Personen, die an einer beruflichen Ausbildung teilnehmen, bei der das Ausbildungsprogramm eine Form von Arbeit vorsieht, die in der Ausbildungsanstalt verrichtet wird oder auch nicht,

c) Personen, die durch einen Lehrvertrag gebunden sind,

d) Praktikanten,

e) Schüler und Studenten, die ein Studium absolvieren, bei dem der Lehrplan eine Form von Arbeit vorsieht, die in der Lehranstalt verrichtet wird,

2. werden Arbeitgebern gleichgestellt: Personen, die in Nr. 1 erwähnte Personen beschäftigen».

B.5.2. Die klagenden Parteien bemerken, dass Artikel 6 des angefochtenen Dekrets, indem er auf Artikel 2 § 1 Nr. 1 verweise, sich nur auf die den Arbeitnehmern gleichgestellten Personen beziehe, und nicht auf die Arbeitnehmer selbst, was zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen diesen beiden Kategorien von Personen führe.

B.5.3. Aus der Begründung wird ersichtlich, dass der Dekretgeber eine Überschneidung des Anwendungsbereichs des angefochtenen Dekrets mit demjenigen des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit vermeiden wollte:

«Die Problematik der Belästigung beziehungsweise der sexuellen Belästigung am Arbeitsplatz war Gegenstand spezifischer Maßnahmen auf föderaler Ebene aus dem Blickwinkel des Wohlbefindens bei der Arbeit. Sie wird geregelt durch das Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit sowie durch den königlichen Erlass vom 27. März 1998 über die Politik des Wohlbefindens der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2008-2009, Nr. 842/1bis, S. 11).

B.5.4. Das Gesetz vom 4. August 1996 ist anwendbar auf die Arbeitnehmer sowie auf die Personen, die gemäß dessen Artikel 2 § 1 Nr. 1 den Arbeitnehmern gleichgestellt sind. Die Wallonische Regierung bemerkt, dass der Dekretgeber in dem angefochtenen Artikel 6 alle Personen ins Auge gefasst hat, auf die das Gesetz vom 4. August 1996 anwendbar ist, und nicht ausschließlich die den Arbeitnehmern gleichgestellten Personen, und sie schlägt vor, die angefochtene Bestimmung in diesem Sinne auszulegen.

B.5.5. Damit dem in B.5.2 beschriebenen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied ein Ende bereitet wird, ist der Vermerk «Nr. 1» in Artikel 6 des angefochtenen Dekrets für nichtig zu erklären, so dass die Bezugnahme auf «Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1996» sowohl für die Arbeitnehmer als auch für die ihnen gleichgestellten Personen gilt.

B.5.6. In ihrem Erwidernsschriftsatz führen die Kläger an, die von der Wallonischen Regierung vorgeschlagene Auslegung, die zum gleichen Ergebnis führe wie die in B.5.5 ins Auge gefasste Nichtigklärung, schaffe eine deutliche Diskriminierung zwischen den Opfern einer «Belästigung» außerhalb der Arbeit, die durch das angefochtene Dekret geschützt seien, und den Opfern einer «Belästigung» am Arbeitsplatz, die nicht darauf zurückgreifen könnten.

Dieser Behandlungsunterschied ergibt sich weder aus der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen Auslegung, noch aus der in B.5.5 angeführten Nichtigklärung. Er ergibt sich aus dem eigentlichen Text von Artikel 6 des angefochtenen Dekrets, der die Opfer einer «Belästigung» bei der Ausführung ihres Arbeitsvertrags aus seinem Anwendungsbereich ausschließt.

Eine Beschwerde in einem Erwidernsschriftsatz, die von der Beschwerde in der Klageschrift abweicht, stellt einen neuen Klagegrund dar und ist unzulässig.

In Bezug auf den zweiten Teil des zweiten Klagegrunds

B.6.1. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds der klagenden Parteien bezieht sich auf die Artikel 4 Nr. 2 und 17 des vorerwähnten Dekrets vom 6. November 2008. Aufgrund von Artikel 4 Nr. 2 sind «die Verwaltungsakte, die in individuellen oder kollektiven Abkommen und in Kollektivverordnungen enthaltenen Klauseln sowie die in einseitig erstellten Dokumenten enthaltenen Klauseln» als Bestimmungen im Sinne des angefochtenen Dekrets zu betrachten. Aufgrund von Artikel 17 sind «die in Artikel 4 Nr. 2 erwähnten Bestimmungen, die im Widerspruch zum vorliegenden Dekret stehen, sowie Vertragsklauseln, die bestimmen, dass eine oder mehrere Vertragsparteien im Vorhinein auf die durch das vorliegende Dekret gewährleisteten Rechte verzichten» nichtig.

Die klagenden Parteien behaupten, diese Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, weil einseitige Rechtshandlungen, die nicht in «Dokumenten» festgehalten seien, nicht aufgrund von Artikel 17 für nichtig erklärt werden könnten und weil die Sanktion der Nichtigkeit im Falle des zum Zeitpunkt der Diskriminierung oder danach erfolgten Verzichts nicht angewandt werden könne.

B.6.2. In seinem Urteil Nr. 64/2009 erkannte der Hof, indem er über eine ähnliche Beschwerde in Bezug auf das vorerwähnte Gesetz vom 10. Mai 2007 befand, dass nichtschriftliche einseitige Handlungen oder nichtschriftliche Vereinbarungen genauso wie schriftlich festgehaltene Handlungen vollständig den Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes unterliegen und dass deren Urheber die darin vorgesehenen Sanktionen auferlegt werden können, wenn sie sich einer Diskriminierung im Sinne dieses Gesetzes schuldig gemacht haben, so dass das Opfer einer diskriminierenden Weigerung zur Einstellung oder einer diskriminierenden Entlassung, die mündlich mitgeteilt wurden, nicht anders behandelt wird als das Opfer einer diskriminierenden Weigerung zur Einstellung oder einer diskriminierenden Entlassung, die schriftlich mitgeteilt wurden.

Da es sich um Bestimmungen der öffentlichen Ordnung handelt, hat der Hof es im selben Urteil jedoch nicht für gerechtfertigt gehalten, die Nichtigkeit von Klauseln, wonach eine der Parteien auf die gesetzlich garantierten Rechte verzichtet, auf diejenigen vor der festgestellten Diskriminierung zu begrenzen und von dieser Nichtigkeit die Klauseln auszuschließen, mit denen eine Partei gleichzeitig mit oder nach der Diskriminierung auf den Schutz des Gesetzes verzichtet würde.

B.6.3. Zur Vermeidung jeglicher Rechtsunsicherheit sind in Artikel 17 des angefochtenen Dekrets die Wörter «im Vorhinein» für nichtig zu erklären, so dass die darin vorgesehene Nichtigkeit für jeden Verzicht auf die durch das Dekret garantierten Rechte gilt, ungeachtet seines Zeitpunktes.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 3 Nr. 1 und 4 Nr. 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008 «zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Bereich der Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung» für nichtig, allerdings nur insofern, als die gewerkschaftliche Überzeugung nicht in die Liste der Diskriminierungsgründe aufgenommen wurde;

- erklärt in Artikel 6 desselben Gesetzes den Vermerk «Nr. 1» für nichtig;

- erklärt in Artikel 17 desselben Gesetzes die Wortfolge «im Vorhinein» für nichtig;

- erklärt Artikel 3 Buchstabe b) des Dekrets der Wallonischen Region vom 19. März 2009 «zur Abänderung - hinsichtlich des Anwendungsbereichs - des Dekrets vom 6. November 2008 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Bereich der Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung» für nichtig, allerdings nur insofern, als die gewerkschaftliche Überzeugung nicht in die Liste der Diskriminierungsgründe aufgenommen wurde;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. April 2010.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
P. Martens.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2010 — 1847

[2010/202675]

Uittreksel uit arrest nr. 46/2010 van 29 april 2010

Rolnummer 4737

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 46 tot 56 van het Vlaamse decreet van 19 december 2008 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2009, ingesteld door de Ministerraad.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Bossuyt en M. Melchior, en de rechters R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter P. Martens, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Bossuyt,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 juni 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 juni 2009, heeft de Ministerraad beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 46 tot 56 van het Vlaamse decreet van 19 december 2008 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2009 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2008).

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. De Ministerraad vordert de vernietiging van de artikelen 46 tot 56 van het Vlaamse decreet van 19 december 2008 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2009. De bestreden bepalingen wijzigen, enerzijds, de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt en, anderzijds, de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De Ministerraad voert zes middelen aan, afgeleid uit de schending door de bestreden bepalingen, van de bevoegdheidsverdelende regels.

B.1.2. De bestreden artikelen, opgenomen in hoofdstuk XIII - « Landbouw en Visserij » van het voormelde decreet van 19 december 2008, bepalen :

« Afdeling I. — Wijziging van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt

Art. 46. In artikel 2 van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd bij de wetten van 5 februari 1999, 21 december 1998 en 1 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt punt 4°, gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, vervangen door wat volgt :

‘ 4° de activiteiten van de personen die de handelingen, vermeld in punt 1°, stellen onderwerpen aan een voorafgaande machtiging of erkenning, verleend door de Vlaamse minister, bevoegd voor het Landbouwbeleid en de Zeevisserij, of door de instelling of de ambtenaar die daartoe gemachtigd is door die minister; ’

2° in § 1, punt 7°, gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, worden de woorden ‘ de Minister bevoegd voor de Volksgezondheid van Landbouw ’ vervangen door de woorden ‘ de Vlaamse minister, bevoegd voor het Landbouwbeleid en de Zeevisserij ’;

3° § 3 wordt vervangen door wat volgt :

‘ § 3. De Vlaamse Regering kan de uitoefening van de bevoegdheden die ze aanduidt delegeren aan de Vlaamse minister, bevoegd voor het Landbouwbeleid en de Zeevisserij. ’